



12^{èmes} Conférences stratégiques annuelles

La France, la communauté internationale et la paix au Proche-Orient

6 et 7 mars 2007
Maison de la Chimie, Paris

SYNTHÈSE DES DÉBATS

organisé par :



MAIRIE DE PARIS



Le Monde

témoignage
chrétien



en partenariat avec :

Mardi 6 mars

ALLOCUTION DE BIENVENUE

◆ **Jacques BOYON**, ancien Ministre, Président du Conseil d'administration de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques.

OUVERTURES DE LA MATINÉE

◆ **HIND KHOURY**, Déléguée générale de la Palestine en France

Madame Hind Khoury a situé dès ses premiers mots le débat : " *Est-ce que pour la communauté internationale, la notion de paix a un sens au Proche-Orient ?* ". Selon elle, la communauté internationale a les moyens d'agir et de faire respecter le droit international si elle le veut. Mais depuis septembre 1993 et les accords d'Oslo, pour ne pas remonter plus loin encore, les Palestiniens vivent au rythme des promesses non tenues. Touchés par la mort, la pauvreté et le chômage, les Palestiniens souffrent également de la colonisation " sauvage " de leur territoire et de l'inaction de la communauté internationale, qui trouve toujours maintes prétextes (Arafat, Abbas, le Hamas, ...) pour ne pas agir. Mme Khoury a tenté de trouver des explications au blocage des négociations :

- La situation politique interne aux Territoires :

L'arrivée au pouvoir du Hamas est contestée alors qu'il a été élu démocratiquement (élections sous contrôle international). Or mettre à l'écart le Hamas est une attitude stérile, surtout que ce dernier a montré des signes forts dans le sens d'un règlement politique à la crise (dont la reconnaissance des accords antérieurs).

- La volonté de paix ne se manifeste plus du côté israélien depuis l'assassinat de Yitzhak Rabin : Depuis lors, Israël ne tient plus ses engagements. Or, jamais les Palestiniens n'accepteront un Etat sans Jérusalem comme capitale, Jérusalem étant leur centre historique, culturel, économique et religieux. Cette situation explique en grande partie la radicalisation de la société palestinienne. Pourtant, la paix doit s'imposer, et Mahmoud Abbas est en cela un partenaire crédible avec lequel Israël peut négocier. La reconnaissance d'un Etat palestinien par le droit international et les Nations Unies est la seule solution (avec comme minimum les 22% du territoire). Tout est une question de volonté.

- Israël et la Palestine n'ont pas réussi à conclure un accord seuls. La médiation des Etats-Unis est nécessaire, même s'ils ont perdu en crédibilité. Le Rapport Baker-Hamilton a placé la résolution multilatérale du conflit israélo-palestinien comme la priorité première et la clé pour stabiliser toute la région. Les Palestiniens attendent également beaucoup de la France et de l'Europe, pour que 2007, 60 ans après la Plan de partage, apporte la paix dans la région.

◆ **S. E. Daniel SHEK**, Ambassadeur d'Israël en France

S. E. Daniel Shek a rappelé également que l'assassinat de Rabin a freiné bien des élans de paix en Israël. Mais déjà en 1947-1948, le rejet de l'existence d'Israël par la Palestine avait tempéré bien des espoirs, alors que c'était la meilleure chance. Aujourd'hui, l'essentiel est de briser les tabous : le compromis est la seule solution, aucune partie ne pourra réaliser entièrement son rêve. Les Israéliens ont appris à reconnaître la réalité éventuelle d'une indépendance des Palestiniens, mais également le droit à l'indépendance, ce qui était inconcevable il y a 30 ans. Ils ont renoncé à l'éventualité d'un grand Etat d'Israël, ont reconnu les limites de la force, et ont compris que la solution ne pourra être militaire. Le principe de " Deux Etats, Deux Peuples " est accepté. Ces tabous doivent également être brisés en Palestine, et il s'agit de rompre avec le cercle vicieux de la violence et des blocages.

Deux blocages aujourd'hui :

- le Hamas n'accepte pas le concept de " Deux Etats pour Deux Peuples ". Pour l'heure, Israël ne peut négocier avec quelqu'un qui veut sa perte.

- Le Plan Saoudien (" Territoires contre paix "), qui exige le droit au retour des Palestiniens dans l'Etat Palestinien et en Israël, peut servir de base. Mais son application remettrait en cause le concept de

“ Deux Etats, Deux Peuples ”, du fait de ce qu'il prévoit pour les réfugiés. Aujourd'hui, le temps presse face à la menace pour la région que constitue la montée d'un Islam violent, militant, et en route vers l'acquisition nucléaire. La stabilité est essentielle, car elle permettra à chaque Etat de s'occuper du bien-être de ses habitants. Israël n'a aucun intérêt à faire souffrir les Palestiniens (*" Je reconnais la souffrance des Palestiniens, je ne la souhaite pas, et je ne veux pas qu'elle se prolonge "*), et cherche donc une solution pour y mettre fin sans pour autant que cela remette en cause le droit des Israéliens à vivre en sécurité. Le tout est d'avoir la bonne solution au bon moment.

RÔLE DES SOCIÉTÉS CIVILES ET DES MÉDIAS

◆ **François-Bernard HUYGHE**, *Médiologue, chercheur associé à l'IRIS.*

Modérateur de cette table-ronde, François-Bernard Huyghe a excusé l'absence de Talal Okal, Directeur général à la Direction de Planification au Ministère de l'Information palestinien, qui a été bloqué au point frontière du terminal de Rafah par les Israéliens.

◆ **Marc LEFÈVRE**, *Porte-parole pour la France du mouvement " La Paix Maintenant ".*

Marc Lefèvre a souligné le fait que l'Initiative de Genève a été à la fois civile et politique. Mais le traitement médiatique de tout ce qui se rapporte au conflit israélo-palestinien est biaisé par de l'ignorance, du mépris, de la méfiance. Les médias ne sont pas selon lui dans une logique d'explication mais de communication et d'audience. Ils ont tendance à plutôt attiser le conflit dans les esprits du public car ils sont dans une logique marchande, les clashes stimulant l'audience. Le sensationnel et l'émotion sont privilégiés au détriment du rationnel.

◆ **Bernard RAVENEL**, *Président de la plate-forme des ONG françaises pour la Palestine et de l'association France-Palestine Solidarité*

Bernard Ravenel a fait du Mur sa principale campagne. La mobilisation des ONG a eu un impact sur l'agenda politique français car elles ont été reçues par M. Debré à l'Assemblée Nationale. Aujourd'hui, les élections présidentielles sont une bonne opportunité pour demander aux candidats d'agir, sur le principe que " la paix passe par le droit ". M. Ravenel déplore qu'en France, on parle toujours de droit sans jamais rien faire pour l'appliquer, et que Israël bénéficie d'une " immunité juridique ". Pour lui, seules les pressions diplomatiques, économiques et juridiques peuvent amener Israël vers un processus de paix. La plate-forme des ONG constitue un outil non négligeable pour peser.

◆ **Traugott SCHOEFTHALER**, *Directeur exécutif de la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures à Alexandrie*

Traugott Schoefthaler a rappelé deux impératifs : l'égalité et la diversité entre les pays. Or, la Déclaration de Barcelone plaide en faveur du respect de la diversité culturelle et du pluralisme des religions, même si actuellement il y a bien plus de diversité qu'il n'y a de respect. Le rôle des journalistes est d'aider à la compréhension des causes réelles du conflit et de contribuer à diffuser la culture. M. Schoefthaler insiste sur l'impact négatif des religions monothéistes qui sont persuadées de détenir la vérité.

CLÔTURE DE LA MATINÉE

◆ **Jérôme CHARTIER**, *Député à l'Assemblée nationale*

Jérôme Chartier a reconnu que le conflit au Proche-Orient a des conséquences directes en France. La partition pour la résolution du conflit est connue par tous : nation et territoire pour les Palestiniens, et sécurité pour les Israéliens, avec l'ONU comme interlocuteur légitime - ou l'Europe si elle arrive à relever le défi de parvenir à une position cohérente et crédible sur cette question.

ACTEURS ÉCONOMIQUES, ACTEURS D'UN PROCESSUS DE PAIX

- ◆ **Albert MALLET**, *Président du Forum de Paris*, était modérateur de cette table ronde.
- ◆ **José LEANDRO**, *Chef d'Unité des Affaires économiques des pays tiers méditerranéens, ainsi que de la Russie et des nouveaux États indépendants à la Commission européenne*

José Leandro a présenté une vue d'ensemble de la situation économique en Palestine. Les coûts économiques et sociaux du conflit ont largement limité le développement de la région. A cause de la crise économique et fiscale (salaire non payés), les banques palestiniennes refusent de traiter avec le gouvernement du Hamas, qui se retrouve dans une situation non viable, sans budget. L'économie est pleinement dépendante des perspectives politiques ; or la situation politique actuelle est dans une impasse, ce qui ne fait qu'aggraver les perspectives économiques. Dans ce contexte, les marges de manœuvres politiques sont très limitées.

Deux solutions :

- priorité première de l'économie palestinienne : créer un environnement commercial, car sans cela, personne ne voudra commercer avec la Palestine. La situation n'est au demeurant pas si catastrophique car la bureaucratie est assez efficace et le système financier prêt à être mis en œuvre. La création de nouveaux business permettrait d'accroître l'accès au crédit et de mettre en place de nouvelles législations du travail.
 - Générer du progrès : un meilleur accès au marché serait bénéfique pour la croissance. L'Europe doit s'impliquer dans cette démarche.
- ◆ **Jérôme CAZES**, *Directeur général de COFACE*, entreprise gérant les garanties publiques à l'exportation
Jérôme Cazes a appréhendé le Proche-Orient sous une optique économique. Le Proche-Orient (Égypte, Syrie, Israël, Jordanie et Liban) représente 0,7% du PIB mondial et 0,6% des exportations. Ce faible poids dans les échanges mondiaux s'explique par les risques que représente cette zone : problème de remboursement des emprunts, comptes publics dégradés, risques géopolitiques élevés, problème de gouvernance (corruption). Néanmoins, les intérêts de la France y sont modestes mais croissants, et l'Europe a un poids prépondérant dans tous les échanges. COFACE tente de faciliter les échanges entre les entreprises en prenant le risque de faire crédit à ces pays. Mais pour l'instant, l'intégration économique de cette sous-région a peu évolué ces dernières années, contrairement à d'autres zones moyen-orientales, comme Dubaï.

- ◆ **S.E. Joachim BITTERLICH**, *Directeur des Affaires internationales de Veolia Environnement*
S.E. Joachim Bitterlich a souligné que les entreprises peuvent jouer un rôle d'accompagnateur au processus de paix, mais elles ont besoin pour cela d'un environnement stable au préalable. L'idée d'une "CECA" au Moyen-Orient, mais pour l'eau et le pétrole, qui avait été approchée au temps de Rabin, intéresse à nouveau.

- ◆ **Stéphane FOUKS**, *Directeur général de Havas et Président de Euro RSGC Worldwide*
Stéphane Fouks a rappelé que les investissements en Afrique sont supérieurs aux investissements réalisés au Moyen-Orient. L'intérêt médiatique politique dépasse donc largement l'intérêt économique porté à cette région et creuse l'écart entre sa taille réelle et sa taille symbolique. Pour l'instant, cette région est trop délaissée économiquement, ce qui lui empêche de rattraper son retard.

LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ET LA PAIX

- ◆ **Jacques BOYON**, *ancien Ministre, Président du Conseil d'administration de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques* et modérateur de cette table-ronde
Jacques Boyon a souligné l'intérêt des jumelages qui, à travers les échanges, cultivent la tolérance.

◆ **Michel DELEBARRE**, ancien Ministre d'Etat et Député à l'Assemblée nationale

Pour Michel Dellebarre, la coopération décentralisée serait une excellente idée, si seulement il y avait la paix. La coopération décentralisée ne règle pas les conflits, mais peut gérer les sorties de crise et accompagner concrètement et au quotidien les pays qui ont souffert.

◆ **Bertrand GALLET**, Directeur général de Cités-Unies France

Pour Bertrand Gallet, les collectivités locales ont une place à part, mais elles sont souvent marginalisées par les experts des relations internationales. Les collectivités locales ne sont pas soumises à la *realpolitik* à laquelle sont soumis les Etats. La France est plutôt en avance sur cette question.

◆ **Rudy SALLES**, Député et Président du groupe d'amitié France-Israël à l'Assemblée nationale

Rudy Salles a souligné l'importance des groupes d'amitié au Parlement. Ils sont très actifs, surtout ceux franco-méditerranéens, et rassemblent toutes les tendances politiques. Le groupe d'amitié France-Israël est l'un des plus importants de l'Assemblée, ce qui est révélateur de l'intérêt porté à ce pays.

Mercredi 7 mars

ACCORDS DE TABA, FEUILLE DE ROUTE, PLAN ABDALLAH, ACCORDS DE GENÈVE... ET MAINTENANT ?

◆ **Hervé DE CHARETTE**, ancien Ministre, Député et Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale

Pour Hervé de Charette, la situation est angoissante : le processus de paix n'est pas au point mort mais est mort, et sa relance est une idée trompeuse.

Les causes du blocage :

- les " années perdues " (Charles Enderlin)
- L'assassinat de Rabin en 1995 (" *Je combattrai le terrorisme comme s'il n'y avait pas de processus de paix, et je poursuivrai le processus de paix comme s'il n'y avait pas de terrorisme* ")
- Le virage néo-conservateur des Etats-Unis (fin de l' " âge d'or " de Bush père et Clinton)
- La tentative Sharon : il incarnait l'idée que pour Israël, il n'y avait pas de partenaire pour la paix du côté palestinien.
- L'échec du leadership palestinien : en ne reconnaissant pas l'Etat d'Israël, les leaders palestiniens se sont opposés à la sécurité d'Israël.
- La division des principaux acteurs internationaux (Etats-Unis, Europe, ONU,...)

Pourtant, tout n'est pas perdu : un rebond est possible

- la coexistence de deux Etats est une idée qui fait aujourd'hui consensus. Ce principe est formellement indiqué dans tous les documents diplomatiques.
- On connaît déjà le contenu d'un hypothétique accord. Il suffit juste de signer.
- Le Rapport Baker-Hamilton est le signe qu'une vision pragmatique est en train de s'imposer à Washington. L'influence des néo-conservateurs régresse. Les Etats-Unis doivent s'impliquer totalement dans la résolution du conflit, qui est la clé centrale des questions proche-orientales.
- Israël se rend compte qu'il n'y a pas d'issue à la stratégie unilatérale de Sharon.
- Le tabou du démantèlement des colonies israéliennes a été levé.

Qu'est-ce qui est possible aujourd'hui ?

- la stratégie du processus de paix est dépassée : elle a connu trop d'échecs et de relances. L'autre voie est la stratégie inverse : négocier globalement les sujets les plus difficiles en premier lieu et mettre en œuvre une *roadmap* de résolution.
- Si le statut final de la Palestine et de Jérusalem est négocié d'entrée de jeu, il faut ensuite laisser les Palestiniens régler leur sort. Ce peuple a subi trop d'humiliation de la part de la communauté inter-

nationale.

- L'Europe doit être un acteur central car c'est une grande puissance, et qu'elle est reconnue comme telle au Proche-Orient, mais également car dans ce conflit se jouent des intérêts européens (valeurs, intérêts vitaux, tels que l'humanité, la capacité des peuples à vivre ensemble).

◆ **Ilan HALEVI**, ancien Vice-Ministre des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne et Membre du Conseil des Relations extérieures du Fatah

Pour Ilan Halevi, tous les accords et plans ont eu en commun de faire référence au droit international. La véritable question est de savoir ce qui va amener le gouvernement israélien à reprendre le processus de paix. Les Palestiniens réclament une conférence internationale sur la base du droit international fixant une *roadmap* sur la finalité de l'Etat Palestinien et les engagements mutuels (tout gouvernement devant accepter l'héritage du passé).

Actuellement, les exigences formulées à l'égard du gouvernement palestinien sont rationnelles mais complètement contreproductives (comme demander au Hamas de reconnaître non seulement les frontières israéliennes, mais aussi le droit à exister d'Israël, c'est-à-dire lui conférer une reconnaissance historique rétroactive). Veut-on une capitulation idéologique ou un arrêt effectif de la violence ?

◆ **Volker PERTHES**, Directeur du *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*

Volker Perthes a souligné que l'Allemagne, actuelle présidente de l'Union Européenne, est très attentive à ce qu'il se passe au Moyen-Orient (elle éprouve même une certaine responsabilité en ce qui concerne la sécurité d'Israël).

Etat des lieux :

- l'accord doit porter sur la reconnaissance de deux Etats et sur le renversement de l'occupation.
- l'unilatéralisme au Moyen-Orient a échoué. Cet échec a été encore plus flagrant lors de la Guerre au Liban. La reconnaissance du Quartet est une priorité.
- Les gouvernements moyen-orientaux sont extrêmement faibles, frappés soit par la corruption, l'incompétence ou l'illégitimité. Ils ne produisent plus les fonctions de base d'un Etat : la sécurité et le bien-être. Il est donc nécessaire de réintroduire l'Etat.

Priorités :

- Réduire le nombre de participants pour arriver plus facilement à un accord. Le Quartet est un cadre idéal, mais doit inclure les pays voisins d'Israël.
- Plus qu'une *roadmap*, c'est une *goalmap* que l'on doit mettre en œuvre, synthétisant les principaux intérêts légitimes des Etats : la sécurité d'Israël, l'Etat de Palestine, la Souveraineté du Liban et l'intégrité territoriale de la Syrie. Ces intérêts sont compatibles.
- Favoriser le dialogue entre les différentes parties concernées. On ne peut pas refuser de parler à la Palestine alors que l'on parle avec l'Iran, la Corée du Nord ou l'Arabie Saoudite, pays qui ne font pas vraiment ce qu'on leur demande.
- Réunir une conférence internationale associant les acteurs importants, à condition que cette conférence soit bien préparée et que les Etats-Unis y participent.
- Ne plus parler de justice mais d'impartialité (" *fairness* ").

Le problème actuel est que le processus de paix n'est pas une priorité pour le Président Bush, alors que cela serait dans son intérêt de laisser en héritage une situation apaisée.

◆ **S.E. Nassif HITTI**, Ambassadeur de la Ligue des États arabes en France

S.E. Nassif Hitti a inventé un nouveau concept : la " prétextologie " (les prétextes pour ne pas avancer vers la paix). Comme Charles Enderlin, il regrette les " années perdues ", dans un Moyen-Orient marqué par trop de positions et peu d'actions.

Etat des lieux :

- l'actuelle Administration Bush est influencée par un " anti-clintonisme extraordinaire ", et cela même avant le 9/11. Pour Israël, il n'y a pas de partenaire palestinien, alors que pour les Etats-Unis, il n'y a pas d'enjeu palestinien.
- Marginalisation du conflit israélo-palestinien, car le centre de gravité s'est déplacé vers le Golfe.
- Atomisation totale de la question palestinienne (focalisation sur les petits détails).

- Défiguration presque totale du conflit, qui n'est pas vu comme un problème autonome.
- Instrumentalisation de la question palestinienne : ce conflit est devenu otage des grands conflits géostratégiques de la région.

Que faire ?

- Le Plan de paix arabe est un accord acceptable. Il faut reconnaître la blessure historique des Palestiniens.
- Il faut une approche globale et séquentielle pour relancer des relations normales.
- Les exigences et devoirs présentés par le Quartet doivent répondre à 3 critères : l'équité morale, la simultanéité et la réciprocité.
- Au-delà d'une feuille de route, il faut des objectifs (*goalmap*), car la visibilité permet des concessions de chaque côté.
- Le conflit étant internationale, la présence de parties tierces est nécessaire. Elles auront un rôle d'initiateur d'idée, de catalyseur, d'accompagnateur et de garant.
- Du fait de l'interdépendance et de l'interpénétration des enjeux, il faut multilatéraliser l'approche et internationaliser les responsabilités.

◆ **Hubert VÉDRINE**, *ancien Ministre des Affaires étrangères et Associé-Gérant de Hubert Védrine Conseil*

Pour Hubert Védrine, la situation est paradoxale : tout le monde connaît les grandes lignes et les difficultés du conflit. Les choses devraient ainsi se régler ; or il n'en est rien. L'urgence absolue concerne Israël et les Territoires occupés. Les droites israéliennes et américaines sont opposées à la restitution des territoires : pour elles, il n'y a pas de problème palestinien et il suffit juste, pour sortir du conflit, de moderniser les pays arabes. Le 9/11 a fourni un prétexte à cette doctrine.

Pourtant, le processus n'est pas tout à fait mort car l'opinion publique israélienne est prête, bien plus que ne l'est la classe politique. Le problème reste que l'homme politique qui aura le courage de régler cette question prendra d'énormes risques (cf. Rabin). C'est pourquoi le soutien de la communauté internationale est nécessaire. Les Etats-Unis doivent garantir la sécurité d'Israël, ce qui est un préalable à ce qu'Israël applique ses engagements. Du côté palestinien, c'est l'application des engagements qui constitue la phase la plus dangereuse et qui devra être soutenue.

Le droit international n'est pas une solution car il n'a pas de force exécutoire, et sanctionner Israël serait de toutes manières contreproductif. L'Europe manque de réalisme et de lucidité sur ces questions.

Le processus de paix est dans l'intérêt de tous. Ce scénario est possible, mais il manque la clé de démarrage.

◆ **Pascal BONIFACE**, *Directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques*

Pour Pascal Boniface qui a clôt la table-ronde, une solution que chacun sait souhaitable est possible. La paix pourrait être à portée de main, mais il reste un décalage entre les espoirs et l'impression que la solution est encore loin.

OUVERTURE DE L'APRES-MIDI

◆ **Jack LANG**, *ancien Ministre, Député et Membre de la Commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale*

Jack Lang a rappelé que le conflit israélo-palestinien est au cœur de la vie internationale. Mais surtout, ce conflit est avant tout politique : il ne faut pas le réduire à des questions religieuses. Les principaux protagonistes ne doivent pas être laissés dans un face-à-face solitaire : cela serait stérile et dangereux.

Les responsables politiques ne doivent pas changer de langage en fonction de l'endroit où ils se trouvent, et leurs paroles doivent être suivies d'actions. Dans cet enjeu, la France doit pouvoir jouer pleinement sa mission et son rôle, ce qui ne sera possible que si elle mène une politique claire, courageuse et ferme.

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ET LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

◆ **Didier BILLION**, *Directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques et modérateur de la table-ronde*

Didier Billion constate que le conflit israélo-palestinien a des implications bien réelles sur la société française, du fait de l'importance en France des communautés juives et arabes. Mais surtout, le Proche-Orient est comme un miroir pour la société française et les différentes communautés qui y vivent. Chacune des décisions importantes des responsables politiques français suscite de nombreuses divergences passionnelles.

◆ **Noël Bouttier**, *Rédacteur en chef de Témoignage Chrétien*

Noël Bouttier a souligné l'engagement très fort de son journal pour le conflit israélo-palestinien. Deux écueils, selon lui, sont à éviter : la tendance à tout analyser comme une reproduction de l'Intifada (vision schématique surtout dans les banlieues) et à l'inverse, la tendance à penser qu'il n'y a aucune incidence en France. La dimension symbolique est très forte dans ce conflit. C'est pourquoi Témoignage Chrétien, au travers de ses articles ou de l'organisation de voyages dans cette région, a voulu rassembler tous les croyants autour de valeurs importantes : le respect et la tolérance.

◆ **Ivan LEVAÏ**, *Directeur de la publication de la Tribune Juive*

" Je suis heureux comme juif en France ", s'est exclamé Ivan Levaï. Il s'est déclaré républicain avant tout et ne considère pas la société française comme antisémite. Selon lui, Israël, seule démocratie dans la région proche-orientale, ne peut disparaître, car sinon, cela serait un véritable désastre. La force d'Israël est d'être assez mûre pour accepter un Etat Palestinien.

Les années 50 sont pour lui une période de passion entre Israël et la France, au point que cette dernière a partagé le secret de la bombe atomique avec Israël (car l'Europe se sentait responsable du sort que les Juifs avaient subi pendant la Seconde Guerre Mondiale).

Il rejette l'idée de centralité du conflit israélo-palestinien. Régler cette question ne permettra pas pour autant de régler tous les problèmes de la région. De plus, les voisins d'Israël et de la Palestine ne semblent pas pressés de voir le conflit résolu.

◆ **Marek HALTER**, *romancier et essayiste*

Marek Halter assiste à ce type de débats depuis 50 ans, en entendant toujours les mêmes arguments.

Le problème selon lui est la prolifération des petits Etats qui n'ont pas les moyens de survivre, et qui vivent donc de la charité des autres. Les Palestiniens n'ont pas su saisir leur chance, et les Israéliens ont mis du temps à comprendre qu'ils étaient face à une vraie nation. Pour l'Histoire, 60 ans, cela n'est rien. Mais c'est long à l'échelle humaine.

Pourquoi le conflit israélo-palestinien nous intéresse-t-il tant, alors que les combats entre Sunnites et Chiites ou au Darfour suscitent bien moins de réaction internationale ? Sûrement parce qu'il met en jeu Jérusalem, la demeure divine des trois grandes religions monothéistes.

Le problème des Juifs est d'avoir mélangé deux événements de l'histoire du XX^e siècle : la Shoah et la naissance d'Israël ; et d'entretenir une mauvaise conscience pour être privilégiés.

CLÔTURE

◆ **Pascal BONIFACE**, *Directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques*

Pascal Boniface clôt ces " journées riches, passionnées et respectueuses ".

L'importance de ces Conférences n'étaient pas forcément l'objectivité, mais tout du moins la sincérité. Les " subjectivités sincères " de chacun sont nécessaires pour avancer dans le respect mutuel, et valent mieux que les discours entre personnes d'accord entre elles et diabolisant les autres.

L'important est de protéger nos enfants, pour qu'ils continuent de voir dans les différences de l'autre une richesse et non un antagonisme.